

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1731

Artikel: Pour un Max Havelaar de proximité : en ce jour de cortège, vous accepterez bien un brin de muguet?
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024316>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'«ennemi» s'adaptent aux besoins politiques ou sociaux du moment. Privé de la polémique sur les fonds en déshérence, l'antisémitisme redevient honteux et inavouable. Si les juifs peuvent se sentir aujourd'hui rassurés, la situation est toute autre pour les personnes dont la peau est noire. Leur simple aspect provoque la discrimination et le rejet. Une soignante noire qui fait peur aux patients est écartée d'un EMS. Dans un bus, seul un noir est soumis à un contrôle de billets. Des spectateurs insultent des joueurs noirs lors de match de football. Ce racisme ordinaire croît évidemment avec le nombre des étrangers si directement visibles. Les manifestations racistes contre les immigrants

balkaniques sont plus fréquentes encore. Les ressortissants de l'ex-Yougoslavie sont moins visibles, mais plus nombreux. Leur simple nom est souvent un obstacle à leur naturalisation. Lorsqu'ils sont musulmans, la religion vient aggraver leur cas. L'islamophobie, qui frappe également les immigrants turcs, est aujourd'hui largement en tête des manifestations racistes. Les minarets menaceraient l'identité suisse. Le GRA est particulièrement préoccupé par l'instrumentation de ce mouvement par un parti gouvernemental. Car si tous les membres de l'UDC ne sont pas racistes, le parti entretient un climat de discrimination par des campagnes agressives. S'il

n'y a pas trace d'antisémitisme dans sa propagande, la xénophobie et sa variante, l'islamophobie est omniprésente.

L'utilisation politique de la xénophobie n'est pas nouvelle. Elle a connu ses périodes fastes dans les années 60 et 70. Mais le parti nationaliste qui soutenait alors Schwarzenbach n'était qu'une formation ultra-minoritaire rejetée par le reste de la classe politique. Aujourd'hui l'UDC est le parti le plus fort. Il est courtisé par des formations qui, pourtant, s'affirment libérales. Les inquiétudes de la Fondation contre le racisme et l'antisémitisme ne sont pas infondées.

Pour un Max Havelaar de proximité

En ce jour de cortège, vous accepterez bien un brin de muguet?

André Gavillet (1er mai 2007)

Si j'achète un poulet et que j'y mets le prix, on m'assurera, label à l'appui, qu'il fut un poulet gambadant, élevé en semi-liberté. Tant mieux pour lui, tant mieux pour moi. C'est, selon la formule à la mode, gagnant-gagnant. Si j'achète un steak, on m'informera de la provenance du bœuf. «*Suivez le bœuf*», la formule est déjà entrée en littérature. C'est le 338ème [«je me souviens»](#) de Georges Perec, mais mieux vaut en langage contemporain parler de «*traçabilité*». L'étiquetage me renseigne encore sur la fraîcheur du

produit, et à toutes fins utiles sur sa composition chimique.

Ces renseignements, indispensables pour cadrer la grande distribution et la production alimentaire organisée industriellement, ne font qu'analyser une marchandise et sa valeur d'échange. Or une marchandise, c'est du travail humain incorporé. Et l'étiquetage ne renseigne jamais sur les hommes et les femmes qui ont fait cette marchandise tout au long des étapes nombreuses de la

division du travail jusqu'à ce que, stade ultime, elle soit présentée aux chalands sur les comptoirs.

Via Pékin

Paradoxe! C'est la mondialisation qui a aidé à faire voir sous la marchandise (teeshirt, chaussures, ballons de foot, tapis) le visage de l'homme, de la femme, de l'enfant au travail. La contraction de l'espace mondialisé nous a rendus contemporains de ceux qui, il y a un siècle et demi, furent

protégés en Suisse et en Europe par les premières lois sur le travail. L'éthique s'est entremise entre l'offre et la demande. Le commerce a fait entendre de nouvelles consonances syllabiques: [étiqueté équitable](#).

Mais la diminution de l'espace entre le lieu de production et le lieu de consommation réduit d'autant cette sensibilité. Certes nous n'ignorons pas que les fraises espagnoles sont cultivées et récoltées par une main d'œuvre que les propriétaires espagnols exploitent en négriers. Certes les délocalisations, y compris à l'intérieur de l'Union européenne, ont révélé les conditions faites aux travailleurs de l'Est. Mais la prise de conscience éthique ne semble pas passer la frontière. Pas dédouanée.

Les conditions de la branche

Chaque matin des grands magasins suisses sont ravitaillés en marchandises fraîches. A quelles conditions, dans le climat de concurrence exacerbée par l'arrivée des chaînes allemandes, pour les vendeurs, les manutentionnaires, les fournisseurs, les maraîchers? Quel acheteur s'en soucie-t-il? D'une manière plus générale, les secteurs où la main d'œuvre est exploitée sont l'objet d'une sous-traitance. Ce sont autant d'écrans qui brouillent la traçabilité humaine des conditions de production.

La première garantie éthique exigible, ce sont les conventions collectives. Cette affirmation n'est pas une banalité. Il faut rappeler que le Parlement, lorsqu'il eut à

définir les conditions auxquelles doivent satisfaire, dans différents domaines, des entreprises concessionnaires, a toujours opposé à l'application des conventions collectives la formule vague du respect des conditions de la branche. De même il est révélateur qu'il faille une volonté politique pour que l'Etat, lorsqu'il met en soumission l'achat de biens, l'exécution de services ou de travaux, précise que l'adjudicataire aura à prouver son respect des conventions collectives.

Equitable. La revendication ne s'applique pas qu'au commerce exotique, à l'achat de bananes ou de café. Elle a tout son sens dans des relations de travail nationales qui nous sont occultées. Nous avons besoin d'un esprit Havelaar de proximité.

Les conseillers fédéraux squatte la presse dominicale

Une intervention comme celle de Micheline Calmy-Rey ne contribue guère à éclairer l'opinion sur de vrais enjeux politiques

Jean-Daniel Delley (1er mai 2007)

Pascal Couchepin tient une chronique régulière dans le *Sonntags-Blick*. Et ses collègues ne répugnent pas à s'épancher dans la presse dominicale. Dernière en date, l'interview de Micheline Calmy-Rey dans la *Sonntagszeitung* a [secoué le landerneau politique](#). Ses critiques au parti socialiste, à la suite du revers électoral zurichois, ont conduit à une séance de crise avec la direction du parti. A l'issue de cette séance, les reproches

publics de la ministre des affaires étrangères ont été présentés comme un «electrochoc salutaire». A croire que la conseillère fédérale et les dirigeants socialistes avaient élaboré de concert cette mise en scène...de ménage.

A quoi jouent donc les membres du gouvernement? Il n'y a rien à redire à la pratique instituée depuis quelques années par le président ou la présidente en fonction de la

Confédération: parcourir le pays à la rencontre de la population relève tout à la fois des fonctions de représentation de l'exécutif et d'information quant aux préoccupations de la population.

Par contre la présence régulière des magistrats dans les journaux dominicaux ne sert que l'ego des premiers et le besoin de scoops de cette presse, toujours à l'affût de la déclaration fracassante qui fait vendre. Plutôt que de